



24/11/2015 09:40:00

Imposer un prix du carbone, un sujet au coeur des débats mais hors COP21 (PAPIER D'ANGLE)

Par Julie CHABANAS

PARIS, 24 nov 2015 (AFP) - Le sujet du prix du carbone, qui vise à favoriser les investissements dans des technologies plus sobres, restera en dehors des négociations climat de la COP21, malgré les nombreux appels en faveur d'un tel dispositif.

Dirigeants internationaux, chefs d'entreprise, Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, ont appelé de leurs voeux la mise en place, à l'occasion de la conférence de Paris, d'un prix du carbone (coût de la tonne de carbone émise). En faisant payer les émissions de gaz à effet de serre, l'objectif serait de pousser les entreprises à investir dans des technologies plus vertes.

Il s'agit, précise à l'AFP Frédéric Dinguirard du cercle de réflexion The Shift Project, "de créer un +signal-prix+, qui déclenche une décision d'investissement à long terme, parce que ces investissements sont ceux qui sont nécessaires pour une transition vers une société bas carbone".

La Commission mondiale sur l'économie et le climat - menée par l'ex-président mexicain Felipe Calderon et l'économiste Nicholas Stern - dans son ouvrage "La nouvelle économie climatique", "recommande que les gouvernements introduisent un prix du carbone fort, prévisible et croissant".

Vingt organisations patronales mondiales, dont l'organisation européenne Business Europe, ont récemment adressé une lettre à la responsable climat de l'ONU Christiana Figueres, insistant sur "l'importance d'un marché du carbone dans l'accord climat de Paris 2015".

Malgré ces prises de position, le sujet ne figure pas à l'agenda des négociations de la COP21, ce qui "illustre parfaitement le côté un peu abstrait des négociations et du monde dans lequel vivent les diplomates par rapport à la réalité économique du monde", déplore auprès de l'AFP, Brice Lalonde, conseiller spécial des Nations Unies.

Pour l'ancien ministre français de l'Environnement, un volet prix du carbone dans l'accord international "n'est pas totalement exclu", mais semble peu probable: "les pays pétroliers n'ont pas envie, ni les pays charbonniers, etc... Parce que ça va renchérir leur développement".

A l'inverse, y sont favorables les pays qui ont déjà instauré une taxe ou un marché carbone, c'est-à-dire, selon la Banque mondiale, une quarantaine de pays et 23 villes, qui représentent 12% des émissions de gaz à effet de serre, et 40% du PIB.

- "arsenal de mesures nécessaires" -

=====

"Les choses évoluent donc. Mais pas assez vite pour avoir un impact réel sur les modèles économiques, car le montant du prix donné au carbone reste trop faible", déplore Pascal Canfin, du World Resources Institute, dans son livre "Climat 30 questions pour



comprendre la conférence de Paris".

L'Europe a, dès 2005, mis en place un système, appelé ETS. Mais son inefficacité lui est souvent reprochée, du fait d'un prix trop bas, et de nombreuses exemptions, qui ne suscitent pas suffisamment de décisions d'investissement.

En effet, si le tarif ne doit pas être immédiatement fixé à un niveau trop élevé, pour ne pas provoquer d'effet négatif sur l'économie, il doit "être suffisamment dissuasif" pour que des décisions d'investissement interviennent. "Autrement, le marché va vers le charbon, parce que c'est le moins cher et le plus abondant", explique Brice Lalonde.

D'autres mesures doivent accompagner le prix du carbone, comme la fin des subventions aux combustibles fossiles, ou un soutien aux projets plus verts.

Frédéric Dinguirard parle "d'un arsenal de mesures toutes nécessaires, parce que c'est à force de fixer toutes sortes de contraintes, d'incitations et de mesures qu'on va réussir à faire prendre conscience, obliger à mesurer de manière périodique et fiable, vérifiable, et puis réduire finalement les émissions".

jul/fka/cls